

été conclu pour le moment. Quant à la garantie que nous souhaitons et sur laquelle nous insistons, nous sommes décidés à ne rien laisser au hasard dans ce domaine.

M. Cartier: La demande a-t-elle été adressée directement au gouvernement de Terre-Neuve, à une des agences de la Couronne ou à la compagnie en cause?

L'hon. M. Laing: Aux agences de la Couronne, monsieur l'Orateur, mais je présume que les instances ont été transmises au gouvernement de Terre-Neuve.

* * *

LES FRUITS

LES FRAISES—LES IMPORTATIONS ET LES CULTIVATEURS DE LA VALLÉE DU FRASER—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aurais tant de questions à poser que je ne sais par où commencer. Je poserai donc une question d'intérêt local au ministre de l'Agriculture. Sauf erreur, le ministre a reçu un certain nombre d'instances des cultivateurs de fraises concernant la menace que posent les importations étrangères à l'industrie. Peut-il dire à la Chambre quand il sera en mesure d'annoncer une décision sur cette question précise, afin que les intéressés de ma circonscription et des environs sachent à quoi s'attendre?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Très bientôt, monsieur l'Orateur, mais le député comprend sûrement qu'il est très difficile de prouver un préjudice avant qu'il ne se produise.

M. Rose: Monsieur l'Orateur, étant donné la réponse du ministre, permettez-moi de dire que les difficultés auxquelles les cultivateurs font face proviennent du fait que les fabricants qui achètent leurs produits refusent d'approvisionner les marchés situés à l'est de Winnipeg par crainte de cette éventualité. Cela semble être une preuve bien suffisante de préjudice.

* * *

LES GRAINS

LE COLZA—L'APPROVISIONNEMENT EN SEMENCES EXEMPTES D'ACIDE ÉRUCIQUE

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Agriculture s'il peut assurer aux producteurs de colza que la vallée de la Californie, malgré la tempête qu'elle vient d'essuyer, produit assez de colza exempt d'acide érucique pour que ceux qui en ont commandé en obtiennent suffisamment ce printemps?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Non, je ne le peux pas, monsieur l'Orateur. Tout ce que je peux assurer au député, c'est que toute la production sera distribuée.

* * *

L'INDUSTRIE

PROGRAMMES D'AIDE AUX FABRICANTS DE CHAUSSURES
[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

[L'hon. M. Laing.]

A-t-il eu connaissance du cri de «désespoir» lancé par les travailleurs de l'industrie de la chaussure, qui blâment le gouvernement de la fermeture de 190 usines, au Canada, depuis 1961, dont 34 au Québec, à cause du «dumping légalisé» par le gouvernement fédéral, permettant une concurrence déloyale de la part des exportateurs étrangers? Le ministre a-t-il des solutions à ce problème? Se propose-t-il de mettre en place des programmes destinés à venir en aide à l'industrie et aux travailleurs de la chaussure?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je suppose que le ministre a entendu le cri de détresse de l'honorable député. Pour ce qui est de la question, elle devrait normalement faire l'objet d'une déclaration à l'appel des motions, et le ministre pourrait peut-être considérer cette possibilité.

* * *

LE LOGEMENT

LE RAPPORT SUR LES ÉGOUTS ET LA POLLUTION DE L'EAU

[Traduction]

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre chargé du logement. Peut-il informer la Chambre de la nature des 14 recommandations qu'a présentées au sujet de la pollution de l'eau et du traitement des égouts un groupe de spécialistes mandaté par son ministère, sous la direction de M. George Seaton, au coût de \$150,000?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. On ne demande probablement pas que le ministre en informe la Chambre à l'heure actuelle. Le ministre dira peut-être s'il y aurait moyen de le faire en une autre occasion.

L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, les termes que le député a employés l'autre jour pour décrire ce rapport ne m'ont pas frappé et je m'en excuse. Nous avons commandé un rapport sous la direction de M. Seaton. Comme je l'ai dit l'autre jour, il s'agissait d'examiner une demi-douzaine ou une douzaine de politiques différentes à l'égard de la SCHL et du nouveau secrétariat de l'urbanisme. Au moment opportun, quand nous pourrions nous en occuper et prendre des décisions, nous rassemblerons ces recommandations et les représenterons en bloc au public.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

LA SURVEILLANCE DANS LES UNIVERSITÉS—LE RENVOI DE LA QUESTION AU COMITÉ PERMANENT

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Comme il a dit que la politique gouvernementale de surveillance dans les universités n'était plus très ferme, voudrait-il renvoyer la question au comité de la justice et des questions juridiques et témoigner devant ce comité afin qu'il puisse étudier la question à fond, avant que le gouvernement ait pris des dispositions?